



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/44/460  
24 août 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/  
ESPAGNOL/FRANCAIS/  
RUSSE

Quarante-quatrième session  
Point 143 de l'ordre du jour provisoire\*

**REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS**

Rapport du Secrétaire général

**TABLE DES MATIERES**

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	3
II. REPONSES RECUES DES ETATS MEMBRES .....	4
Argentine .....	4
Bolivie .....	4
Dominique .....	8
Espagne .....	8
Jamahiriya arabe libyenne .....	9
République socialiste soviétique de Biélorussie .....	10
Roumanie .....	13
Tchad .....	17
III. REPONSES RECUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES .....	18
A. Institutions spécialisées du système des Nations Unies et Agence internationale de l'énergie atomique .....	18
Organisation internationale du Travail .....	18
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	19

\* A/44/150.

89-20321 7458M (F)

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Organisation mondiale de la santé .....	23
Union postale universelle .....	23
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle .....	24
Agence internationale de l'énergie atomique .....	25
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ....	25
 B. Autres organisations intergouvernementales internationales	 26
Conseil de l'Europe .....	26
 <u>Annexe.</u> Communication de l'Association du droit international .....	 31

## I. INTRODUCTION

1. Le 9 décembre 1988, l'Assemblée générale a adopté la résolution 43/163 intitulée "Règlement pacifique des différends entre Etats", dont les paragraphes 1 à 5 se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Demande de nouveau instamment à tous les Etats d'observer et de promouvoir de bonne foi les dispositions de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux dans le règlement de leurs différends internationaux;

2. Souligne la nécessité de poursuivre les efforts visant à renforcer le processus de règlement pacifique des différends par le développement progressif et la codification du droit international et par l'accroissement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine;

3. Demande aux Etats Membres d'utiliser pleinement, conformément à la Charte des Nations Unies, le cadre dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour régler par des moyens pacifiques les différends et les problèmes internationaux;

4. Prie le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-quatrième session, un rapport supplémentaire contenant les réponses des Etats Membres, des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organismes juridiques internationaux intéressés sur l'application de la Déclaration de Manille et sur les voies et moyens de renforcer l'efficacité de cet instrument;

5. Décide que la question relative au règlement pacifique des différends entre Etats sera examinée à sa quarante-quatrième session comme point distinct de l'ordre du jour, conjointement avec le point de l'ordre du jour provisoire intitulé 'Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation'."

2. Par une note datée du 17 février 1989, le Secrétaire général a invité les gouvernements des Etats Membres à adresser les réponses auxquelles il est fait référence au paragraphe 4 de la résolution 43/163. Une demande similaire a été transmise au Président du Conseil de sécurité et au Président de la Cour internationale de Justice et, dans une lettre datée du 17 février 1989, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organismes juridiques internationaux concernés.

3. Au 11 août 1989, des réponses avaient été reçues de l'Argentine, de la Bolivie, de la Dominique, de l'Espagne (au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne), de la Jamahiriya arabe libyenne, de la République

/...

socialiste soviétique de Biélorussie, de la Roumanie et du Tchad, ainsi que de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Union postale universelle (UPU), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et du Conseil de l'Europe. Une communication avait également été reçue de l'Association du droit international. Le texte de toutes réponses ultérieures sera reproduit dans des additifs au présent rapport.

4. Des communications ont été reçues de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/44/238 et Corr.1) et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/44/171) indiquant qu'elles retireraient les réserves qu'elles avaient faites précédemment à propos de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice touchant les accords relatifs aux droits de l'homme.

## II. REPONSES RECUES DES ETATS MEMBRES

### ARGENTINE

[Original : espagnol]  
[24 mai 1989]

1. La République argentine privilégie le règlement des différends par les moyens pacifiques envisagés dans la Charte de l'Organisation, ce qu'elle a démontré concrètement en résolvant pacifiquement le problème qui se posait avec la République chilienne par le biais de la signature d'un traité de paix et d'amitié.

2. Pour ce qui est de l'application de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends entre Etats, elle voudrait souligner que le Gouvernement argentin a adopté des mesures conformes à la lettre et à l'esprit de ladite déclaration.

3. A cet égard, le Gouvernement argentin réaffirme une fois encore combien il est attaché au règlement pacifique et définitif de la querelle de souveraineté et des autres problèmes en suspens avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en ce qui concerne les îles Malvinas, et se déclare de nouveau prêt à ouvrir sans délai des négociations, conformément aux résolutions approuvées par l'Assemblée générale à ce propos.

### BOLIVIE

[Original : espagnol]  
[12 juillet 1989]

1. Les différends territoriaux et frontaliers ont joué un rôle historique important dans la formation et le développement des Etats latino-américains. Ces différends, nés de la nécessité de fixer les frontières des Etats qui sont devenus indépendants au début du XIXe siècle ont à l'évidence eu un impact très important sur le processus historique qui a permis aux Etats de s'édifier en utilisant différents moyens de règlement pacifique, dont en particulier l'arbitrage, notamment à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Ce processus a constitué une contribution de premier plan au droit international.

/...

2. Ces différends territoriaux ou frontaliers (notamment ceux qui sont survenus au moment de la création de nouveaux Etats) découlaient non seulement des difficultés créées par les imprécisions, les omissions et les erreurs concernant les frontières tracées à l'époque coloniale mais également, dans certains cas, de l'expansion et de la conquête, de facteurs économiques, politiques, stratégiques et militaires.

3. Bon nombre de ces différends n'ont toujours pas été réglés. Certains remontent à de nombreuses années et d'autres sont le résultat de facteurs nouveaux. Nous devons maintenant nous attacher à les régler dans un esprit renouvelé de compromis et de bonne foi car leur perpétuation a des conséquences négatives très graves sur la politique d'unité nécessaire à l'intégration latino-américaine. Il faudra mettre au point des procédures qui tiennent compte de la situation actuelle et de l'expérience acquise en la matière mais la mise en oeuvre de l'une quelconque de ces nombreuses procédures variées doit impliquer une renonciation au recours à la force et la reconnaissance du fait qu'un règlement pacifique des différends territoriaux ou frontaliers en Amérique latine est essentiel à une politique de développement et de progrès dans la solidarité à l'échelon du continent. Il convient donc d'adopter une approche multidisciplinaire qui tienne compte de toutes les méthodes et procédures des diverses disciplines concernées. L'analyse méthodologique doit aller de pair avec la prise de conscience du fait qu'un effort global intense doit être fait à tous les niveaux pour convaincre l'opinion publique latino-américaine du besoin de rechercher, de bonne foi et sans passion atonique, le règlement pacifique de tous les différends territoriaux que connaît encore l'Amérique latine.

4. La persistance de différends en suspens donne lieu à des tensions, à une course aux armements coûteuse et dangereuse et crée des situations explosives qui sont inacceptables. Quand nous parlons de différends non réglés, nous entendons aussi bien ceux qui, légalement parlant, peuvent être classés comme des cas où il existe un différend ou un litige, au sens juridique strict, que toutes les situations auxquelles une définition de ce type ne correspond pas scientifiquement ni légalement mais qui objectivement parlant, sont source de tensions et d'affrontements.

5. En ce qui concerne les procédures visant à régler ces différends, il est clair que l'éventail de possibilités est suffisamment large pour pouvoir choisir celles qui sont le plus adaptées à la nature et aux particularités de chaque cas. Très souvent, les différends territoriaux ou frontaliers en Amérique latine ont été réglés pacifiquement par l'arbitrage. De fait, dans la dernière moitié du XIXe siècle et presque tout au long du XXe siècle, l'arbitrage en tant que procédure de règlement pacifique des différends frontaliers a été davantage utilisé en Amérique latine que partout ailleurs. Nul doute que l'arbitrage a joué un rôle stabilisateur très important par le passé, encore qu'il semble perdre de l'importance aujourd'hui. Une sentence arbitrale récente, hautement controversée et qui n'a pas permis de résoudre le différend concernant le canal de Beagle, constitue une exception. La question a été par la suite soumise à la médiation du pape et à fait l'objet de négociations directes, ces méthodes semblant plus utiles et plus efficaces dans l'Amérique latine d'aujourd'hui.

/...

6. Malgré toutes les réserves que l'on vient de mentionner, le recours à l'arbitrage en Amérique latine a permis de régler un grand nombre de différends territoriaux ou frontaliers entre 1885 et 1925 mais également certains cas très importants avant et après ces dates.

7. L'évolution ultérieure de l'arbitrage et en particulier la défaveur qu'il connaît actuellement en tant que moyen de règlement des différends territoriaux n'enlève rien à son caractère positif. Aujourd'hui, bien qu'on puisse y avoir recours dans certains cas, il semble avoir été supplanté par d'autres procédures. Les principales questions en suspens (entre la Colombie et le Venezuela, concernant la délimitation des lagunes, du fond marin et du sous-sol du golfe de Venezuela, entre le Venezuela et le Guyana concernant le territoire de la région de l'Essequibo au Guyana, entre le Chili et la Bolivie, entre le Pérou et l'Equateur et entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant les Malvinas, seront réglées de préférence par des négociations directes, une mission de bons offices ou la médiation.

8. Il est toutefois absolument indispensable de mener une étude juridique, politique et historique complète du recours à l'arbitrage comme moyen de régler les différends territoriaux et frontaliers en Amérique latine si l'on veut parvenir à un règlement juste des différends de ce type qui sont en suspens et dont la persistance est préjudiciable à l'ensemble des peuples d'Amérique latine.

9. Des efforts importants ont été faits à cette fin mais ils n'ont guère été couronnés de succès. Le 30 avril 1948, par exemple, la neuvième Conférence des Etats américains qui s'est tenue à Bogota et a donné lieu à la création de l'Organisation des Etats américains (OEA) a également signé le Traité américain de règlement pacifique, appelé Pacte de Bogota, conformément à son article IX.

10. Le texte du Pacte de Bogota est aujourd'hui identique au texte original rédigé en 1948. La Charte de l'OEA, telle que modifiée par le Protocole de Cartagena de 1985, envisage également le règlement pacifique des différends (art. 2 c), 3 h), 23, 26, 81, 84, 86 et 87). A l'échelon mondial, les articles 12 à 15 du Pacte de la Société des Nations avaient déjà envisagé le règlement pacifique des différends mais la Société devait, défaut non négligeable, prendre les décisions importantes à l'unanimité et n'avait par conséquent pas pu atteindre ses nobles objectifs. Le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies aborde également le règlement pacifique des différends. L'Article 33 stipule que les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution pacifique, avant tout, par l'un quelconque des moyens existant dans le cadre du droit international. Si ces moyens ne permettent pas de parvenir à un accord, les parties doivent saisir le Conseil de sécurité du différend.

11. Le Conseil de sécurité peut, en cas de menace contre la paix recommander les procédures ou méthodes d'ajustement appropriées mais il doit d'abord enquêter sur le différend et proposer une solution de fond. Si cette solution est rejetée et s'il y a menace contre la paix, rupture de paix ou acte d'agression, le Conseil de sécurité peut, en plus de ses recommandations, décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises. En d'autres termes, le Conseil de sécurité peut recommander et également ordonner, et si ses recommandations ou

/...

ordres ne sont pas pris en compte il peut prendre des mesures punitives, notamment demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de rompre les relations diplomatiques qu'ils entretiennent avec l'Etat n'ayant pas tenu compte de ses recommandations.

12. Les dispositions dont il est fait état ci-dessus montrent clairement qu'au cours des années, la communauté internationale tant à l'échelon régional que mondial, n'a cessé de rechercher des moyens pacifiques permettant de régler les différends entre Etats. Au cours de la dernière décennie nous avons vu que la Déclaration de Manille constituait un instrument juridique et politique permettant de trouver des solutions pacifiques aux différends internationaux car elle repose sur le principe de la responsabilité des Etats en matière de prévention et de règlement des différends sur la base des normes et principes du droit international. Elle offre donc à chaque Etat partie la possibilité, pour le règlement des différends, d'identifier des intérêts ou des positions communs par le biais de consultations bilatérales ou multilatérales. Nous avons également vu que la Déclaration de Manille tend à faire respecter les dispositions de la Charte lorsque les mécanismes visant à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des relations internationales doivent être mis en oeuvre.

13. La Déclaration de Manille s'inspire du principe de la prévention des différends et du recours à d'autres méthodes pacifiques telles que des consultations restreintes par le biais d'une commission d'enquête envoyée par le Conseil de sécurité, la nomination de représentants spéciaux du Secrétaire général ou la demande d'une opinion de la Cour internationale de Justice, tous mécanismes qui permettent de rendre l'Organisation des Nations Unies efficace.

14. C'est pourquoi la Déclaration de Manille est le point de départ du respect des buts et principes de la Charte dans ce domaine, car elle permet aux Etats Membres de régler leurs différends de façon équitable sur un pied d'égalité juridique et politique et sur la base de l'égalité souveraine des Etats, par des moyens pacifiques et non par l'usage de la force armée.

15. Plus que tout autre Etat, la Bolivie a subi les rigueurs des conflits armés et de leurs conséquences qui vont à l'encontre des principes et des normes du droit international. Il s'agit notamment de la guerre du Pacifique de 1879, au cours de laquelle la Bolivie, après avoir perdu une partie importante de son territoire et l'accès à l'océan Pacifique, a dû sous la pression des armes signer un traité qui a eu des conséquences très graves pour le développement du pays.

16. C'est pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus que lorsque le point intitulé "Règlement pacifique des différends entre Etats" était examiné par la Sixième Commission de l'Assemblée générale le 19 octobre 1988, la délégation bolivienne a soutenu la proposition de la Roumanie visant à créer une commission de bons offices, de médiation ou de conciliation des Nations Unies sur la base de l'égalité souveraine des Etats, afin d'appliquer la Déclaration de Manille et d'assurer le respect des principes de la Charte des Nations Unies, de renforcer le multilatéralisme et d'amener les nations à mettre leur confiance dans l'Organisation.

/...

DOMINIQUE

[Original : anglais]  
[20 juin 1989]

Le Ministère des affaires étrangères du Commonwealth de la Dominique fait savoir qu'après avoir soigneusement examiné la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique déclare par la présente communication appuyer l'application de ladite déclaration.

ESPAGNE

[Au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne]

[Original : anglais]  
[25 mai 1989]

Les 12 Etats membres de la Communauté européenne souhaitent rappeler la déclaration commune faite en leur nom par le représentant de la Grèce à titre d'explication de vote, le 18 novembre 1988, devant la Sixième Commission et qui reflète toujours leur position :

"Nous appartenons à la catégorie - malheureusement assez réduite - des Etats qui, dans divers contextes de la coopération internationale, ont accepté des procédures obligatoires et contraignantes de règlement des différends, que ce soit à la Cour européenne de Justice de Luxembourg, à la Commission des droits de l'homme et au Tribunal de Strasbourg ou auprès d'autres organes judiciaires internationaux, par exemple la Cour internationale de Justice de La Haye.

Cette attitude à l'égard du règlement pacifique des différends constitue un aspect fondamental et naturel de la conception des relations internationales qui est celle des Douze et chacun sait que nous sommes résolument favorables à toute mesure constructive susceptible de renforcer le principe du règlement pacifique des différends à l'échelon mondial. Néanmoins, en raison du contenu des paragraphes 4 et 5 et d'une partie du préambule, la plupart d'entre nous n'ont pu appuyer la résolution qui vient d'être adoptée.

En ce qui concerne le paragraphe 4, je voudrais rappeler que nous sommes joints à l'adoption par consensus de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux et n'avons pas modifié notre position à cet égard. L'année dernière, nous avions dit que la plupart d'entre nous ne voyaient pas l'intérêt d'adresser un questionnaire relatif à l'application d'une déclaration adoptée il y a seulement six ans et, en particulier, aux moyens de la rendre plus efficace. Il est évident que ces réponses écrites ne sauraient résoudre le problème réel, qui réside dans le fait que la volonté politique d'utiliser les procédures établies en matière de règlement pacifique des différends internationaux fait fréquemment défaut.

/...



Ce qu'il faut faire, et ce de façon constante, c'est lancer un vigoureux appel aux gouvernements pour qu'ils prennent connaissance des nombreuses procédures existantes en matière de règlement des différends internationaux mentionnées dans la Charte et y recourent. C'est dans la résolution sur le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, qui traite déjà des problèmes relatifs au règlement des différends, que cette invitation doit logiquement figurer. Il paraît donc superflu de consacrer à cette question un point distinct de l'ordre du jour et une résolution distincte, comme le prévoit le paragraphe 5.

Pour les raisons exposées ci-dessus, la plupart de nos délégations n'ont pu appuyer la résolution, en particulier ses paragraphes 4 et 5."

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

[Original : arabe]  
[10 juillet 1989]

1. La grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies fidèle aux principes de la Charte, aux traités internationaux et au droit coutumier, reconnaît le droit des peuples à vivre en paix et en sécurité et réaffirme à cet égard l'importance qu'elle attache au principe du règlement pacifique des différends. Ce principe découle de la Charte, où il est reconnu par les buts et principes des Nations Unies, et il est certain que si les Etats recouraient à ce processus pour résoudre leurs différends, cela contribuerait à consolider la paix et la sécurité internationales pour le bien de tous les peuples.
2. Les moyens propres à renforcer et à faire observer le principe du règlement pacifique des différends sont nombreux et ont un caractère universel. Il s'agit notamment du désir sincère, de la part des Etats, de respecter dans le cadre de leurs relations mutuelles, la souveraineté et le principe de non-ingérence dans les affaires des Etats, ainsi que le principe du bon voisinage. Les Etats sont tenus en principe, d'éviter les différends entre eux. Si en dépit de cela ils sont parties à un différend, ils doivent chercher à le résoudre par des moyens pacifiques en recourant en priorité aux organes judiciaires de l'Organisation des Nations Unies.
3. Les Etats sont tenus d'attirer l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur leurs conflits et leurs différends dès leur apparition. Il existe d'autres problèmes techniques et juridiques qui doivent être portés devant la Cour internationale de Justice, dont les Etats doivent reconnaître la juridiction pour le règlement des différends entre Etats. La Jamahiriya reconnaît également le rôle que peuvent jouer les bons offices, la médiation et la conciliation pour permettre aux parties à un différend de le régler par des moyens pacifiques.
4. Reconnaissant la nécessité de renforcer la paix et la sécurité internationales et de prévenir le recours à la force dans les relations internationales, la Jamahiriya considère qu'il faut résoudre les différends internationaux par des

moyens pacifiques. Il faut respecter le droit des Etats de choisir leur système économique, politique et social, sans intervention d'un autre Etat. Cela permettrait de réduire les différends entre Etats. Il convient de reconnaître l'importance de la sécurité collective et de prendre des mesures de désarmement. Nous estimons en effet que cela réduirait les différends internationaux et favoriserait l'instauration de la paix. Les Etats doivent par ailleurs s'efforcer d'établir des relations bilatérales et multilatérales pour régler leurs différends et empêcher le recours à des politiques d'agression. Les organisations internationales doivent aider les Etats à effectuer ces rapprochements et à parvenir à une entente mutuelle et s'efforcer d'éviter les différends internationaux grâce à une action préventive.

5. Au plan de la recherche juridique en vue de trouver des possibilités pour le règlement pacifique des différends, la Jamahiriya tient pour important le rôle de la Commission du droit international, qui s'efforce d'élaborer un instrument international ayant trait au règlement pacifique des différends.

6. La grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste s'efforce dans la pratique de se conformer à ce principe. Ainsi, elle a mis un terme au conflit qui l'opposait à son voisin méridional, le Tchad; elle a adhéré à l'Union du Maghreb arabe, s'efforce de parvenir à un règlement pacifique des différends dans le cadre de l'unité africaine et participe à l'action visant à mettre un terme à la guerre entre l'Iran et l'Iraq.

7. La grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, conformément à sa position juste à l'égard du droit des peuples à l'indépendance, à la souveraineté et à la non-agression, a voté en faveur de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session, recommandant le respect du principe du règlement pacifique des différends internationaux.

#### REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

[Original : russe]  
[26 juin 1989]

1. La RSS de Biélorussie réaffirme l'importance qu'elle attache au principe du règlement pacifique des différends entre Etats et préconise de renforcer l'efficacité des activités de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

2. Les activités tendant à encourager le règlement pacifique des différends entre Etats devraient non seulement renforcer l'efficacité des moyens prévus par la Charte des Nations Unies pour le règlement pacifique des conflits et des différends et laissés au libre choix des parties au différend, mais aussi contribuer à les développer.

3. Afin d'harmoniser les relations bilatérales et multilatérales, il faut également, dans bien des cas, élaborer de nouvelles formes de relations internationales, internationaliser le dialogue et le processus de négociation et faire abstraction de toute idéologie dans les relations entre Etats.

/...

4. Le renforcement récent du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la recherche de la paix a une fois de plus démontré que l'Organisation était capable d'aider ses membres à relever des défis redoutables et à humaniser les relations internationales.

5. De par sa nature et sa mission mêmes, l'Organisation des Nations Unies se doit de promouvoir le renforcement de l'ordre juridique et de la légalité internationaux en faisant en sorte que tous les Etats respectent strictement les dispositions de la Charte et en consolidant la primauté du droit international dans le domaine politique. A l'âge nucléaire et spatial, l'efficacité du droit international doit reposer non sur la coercition, mais sur des mécanismes qui reflètent l'équilibre des intérêts des Etats et sur des mesures collectives concertées.

6. Le concept de l'approche globale de la sécurité internationale proposé à l'Organisation des Nations Unies par le Groupe des Etats socialistes vise à renforcer le rôle de l'Organisation dans le règlement des conflits régionaux conformément aux principes énoncés dans la Charte, et offre un moyen véritable d'édifier un monde sûr où les moyens politiques et juridiques doivent prévaloir pour régler les problèmes.

7. Depuis l'adoption de la Déclaration de Manille, la RSS de Biélorussie fournit un appui total au processus tendant à faire élaborer et adopter des instruments internationaux visant à réduire les tensions internationales et à appliquer une approche constructive pour résoudre les problèmes internationaux dans l'esprit de la nouvelle pensée politique.

8. Au nombre des plus importants de ces instruments figurent la Déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales (résolution 42/22 du 18 novembre 1987) et la Déclaration sur la prévention et l'élimination des différends et des situations qui peuvent menacer la paix et la sécurité internationales et sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine (résolution 43/51 du 5 décembre 1988) que l'Assemblée générale a adoptées respectivement à ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions.

9. La mise en pratique du concept de la primauté du droit international dans les relations internationales repose sur l'application intégrale et non sélective des dispositions de la Charte des Nations Unies par tous les Etats Membres de l'Organisation.

10. Le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation devrait jouer un rôle essentiel en ce qui concerne la formulation de ce concept.

11. La RSS de Biélorussie attache une grande importance à l'élaboration au sein de cet organe d'un document international qui, pour la première fois dans les annales de l'Organisation des Nations Unies, affirmerait l'importance d'un institut international d'enquête qui constituerait l'un des moyens essentiels dont disposerait l'Organisation en ce qui concerne la recherche de la paix. Cet institut serait chargé de promouvoir le renforcement de la confiance, de la

prévisibilité et de la stabilité dans le monde. Le document en question pourrait prévoir un large éventail de mécanismes et de méthodes d'enquête que les Etats et les organes des Nations Unies pourraient utiliser pour avoir accès aux informations les plus complètes sur les différends et les conflits, les prévoir et les prévenir, élaborer les règlements politiques et contrôler de façon impartiale le respect des accords de règlement.

12. La RSS de Biélorussie appuie la proposition tendant à créer, à l'Organisation des Nations Unies, une commission de bons offices, de médiation et de conciliation, qui serait un mécanisme permettant de régler les différends entre Etats compte tenu de leur égalité souveraine et du respect du principe du libre choix des moyens, conformément aux obligations qu'ils ont contractées aux termes de la Charte et aux principes du droit international.

13. Il importerait également que le Comité spécial achève l'élaboration d'un manuel présentant un large éventail de mécanismes et de moyens relatifs au règlement pacifique des différends et des conflits, manuel que les Etats pourraient utiliser dans leurs relations mutuelles. Les Etats disposeraient là d'un outil pratique très précieux et d'un guide original pour les activités qu'ils entreprendraient au titre du règlement pacifique des différends et désaccords.

14. Aux termes de la Charte, le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cet égard, il faudrait continuer d'utiliser davantage les mécanismes de consultations officielles et officieuses auxquelles le Conseil associe le Secrétaire général et les parties directement intéressées. Les réunions périodiques du Conseil au niveau des ministres des affaires étrangères pendant ou immédiatement avant une session de l'Assemblée générale pourraient jouer un rôle positif.

15. Nous estimons qu'il serait utile de charger le Comité spécial d'examiner les questions concernant les mesures provisoires que le Conseil de sécurité prend en vertu de l'Article 40 de la Charte pour éliminer les situations de crise et les conflits régionaux, imposer des sanctions aux Etats qui ont violé la paix et n'ont pas exécuté les décisions du Conseil, et renforcer l'efficacité du mécanisme de collecte d'informations et d'enquête sur les différends et conflits internationaux.

16. Par ailleurs, nous estimons nécessaire d'utiliser davantage les possibilités offertes par l'Assemblée générale. En augmentant l'effet de ses résolutions et décisions adoptées par voie de consensus et en renforçant l'efficacité du mécanisme permettant de veiller à ce que ses résolutions soient respectées, on pourrait contribuer à utiliser plus largement le potentiel de l'Assemblée générale. Les sessions extraordinaires que l'Assemblée consacre à des questions particulières liées au maintien de la sécurité générale pourraient faire partie intégrante de ce mécanisme.

17. La RSS de Biélorussie préconise de donner plus de responsabilités au Secrétaire général en ce qui concerne les questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Secrétaire général pourrait demander au Conseil de sécurité d'organiser des réunions où il pourrait tenir le Conseil régulièrement informé de la situation touchant les zones de conflit et lui présenter des rapports sur les questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

/...

18. La Cour internationale de Justice a également un rôle important à jouer dans le règlement des différends internationaux. Il convient de voir dans la lettre que le Ministre des affaires étrangères de la RSS de Biélorussie a adressée au Secrétaire général en avril 1989 (A/44/238 et Corr.1) la confirmation de l'importance croissante que la RSS de Biélorussie attache à la Cour. Il est indiqué dans cette lettre que, reconnaissant la nécessité d'affirmer la primauté du droit dans le domaine politique et de renforcer le rôle et le potentiel de la Cour internationale de Justice, la RSS de Biélorussie a retiré les réserves qu'elle avait émises au sujet de la juridiction de la Cour en ce qui concerne une série de documents de droit international auxquels elle est partie.

19. Afin de prévenir les conflits armés qui menacent d'éclater, on devrait tenir compte de la possibilité d'utiliser les opérations de maintien de la paix de l'ONU comme partie importante et intégrante des garanties politiques de paix élaborées à l'échelon multilatéral et comme moyen d'instaurer la sécurité générale en permettant d'améliorer la situation dans les zones de conflit, de prévenir les conflits imminents, de réduire le fardeau des dépenses militaires et d'améliorer les perspectives de développement. Il faudrait recourir de plus en plus aux opérations de maintien de la paix de l'ONU à des fins préventives. Le Conseil de sécurité pourrait, après avoir consulté les organisations régionales compétentes, mettre en place des postes d'observation de l'ONU dans les régions du monde où la situation est explosive.

20. Nous estimons qu'il serait utile d'envoyer, sur décision du Conseil de sécurité, des missions extraordinaires chargées d'enquêter dans le cadre de situations liées à des accusations mutuelles.

21. Le règlement pacifique des différends internationaux devrait être considéré comme l'un des principaux champs d'activité de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation. La RSS de Biélorussie, pour sa part, est prête à continuer de coopérer à l'application des dispositions des décisions de l'Organisation concernant le règlement pacifique des différends et pour élaborer et adopter de nouvelles mesures concertées visant à régler concrètement les différends et les conflits entre Etats ou à les prévenir à temps dans le cadre des accords internationaux.

#### ROUMANIE

[Original : anglais]  
[31 juillet 1989]

1. Les réponses demandées par le Secrétaire général, conformément au paragraphe 4 de la résolution 43/163 du 9 décembre 1988, sur l'application de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux et sur les voies et moyens de renforcer l'efficacité de ce document, constituent pour tous les Etats une bonne occasion de faire connaître à nouveau leurs vues ainsi que les activités menées durant la période 1982-1989 dans un domaine d'activité essentiel de l'Organisation des Nations Unies.

2. La Roumanie a présenté le 21 juillet 1988 une réponse exhaustive sur cette question d'actualité. Cette réponse figure intégralement dans le rapport du Secrétaire général (A/43/530 et Add.1 et 2), qui a servi de base pour l'examen de la question intitulée "Règlement pacifique des différends entre Etats" au cours de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale.

3. La Roumanie tient à réaffirmer sa position de principe selon laquelle tous les conflits, tous les différends et tous les problèmes litigieux, sans aucune exception, et quelles que soient leur nature, leur forme, leur cause ou la région où ils surgissent, peuvent être réglés pacifiquement par voie de négociations entre les parties directement intéressées.

4. Résumant la position de la Roumanie sur cette question, le Président Nicolae Ceausescu a fait la déclaration suivante le 28 juin 1989 : "La Roumanie réaffirme son ferme attachement à la cessation des conflits en cours dans diverses régions du monde et au règlement des différends entre Etats uniquement par voie de négociations". Les documents directifs roumains les plus récents soulignent le fait que la Roumanie continuera de militer en faveur de l'élimination du recours à la force et de la menace du recours à la force dans les affaires internationales et pour le règlement de tout différend entre Etats par des moyens exclusivement pacifiques.

5. A cet égard, la Roumanie salue l'initiative énoncée dans la Déclaration de La Haye de la réunion des ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés sur la question de la paix et de la primauté du droit dans les affaires internationales (A/44/191) du 29 juin 1989, proclamant une Décennie pour le droit international devant commencer en 1990 et s'achever en 1999. Les propositions figurant dans cette déclaration relatives à la promotion et au renforcement des méthodes pacifiques de règlement des différends entre Etats sont particulièrement pertinentes, tout comme celles qui concernent le respect des principes juridiques internationaux interdisant la menace ou le recours à la force, l'intervention, l'ingérence et autres mesures coercitives dans les relations internationales.

6. Sur ce point, nous voudrions souligner la concordance quant au fond entre les dispositions de la Déclaration de La Haye (A/44/191) et le septième alinéa du préambule de la résolution 43/163 de l'Assemblée générale sur le règlement pacifique des différends, qui souligne qu'il incombe à chaque Etat de promouvoir une politique de respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale des autres Etats, de non-ingérence dans les affaires intérieures ainsi que de bonne entente et de coopération, qui est une condition essentielle à la réduction de la tension et à l'instauration d'un climat de paix et de confiance mutuelle dans le monde.

7. La position détaillée de la Roumanie sur l'application de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux a été énoncée aux paragraphes 3 à 24 de sa précédente réponse, qui figure dans le rapport du Secrétaire général en date du 6 septembre 1988 (A/43/530 et Add.1 et 2). Les observations contenues dans cette réponse restent valables.

8. Les dispositions de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux ont continué d'être reflétées dans des traités, des déclarations et des communiqués conjoints et dans d'autres documents bilatéraux et multilatéraux des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La pratique de la Roumanie dans ce domaine offre de nombreux exemples qui illustrent son engagement à l'application du principe du règlement pacifique des différends internationaux.

9. La Roumanie a appuyé de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale qui contiennent des dispositions précises sur le règlement pacifique des différends et des conflits dans diverses régions du monde ou qui soulignent la nécessité de prendre d'autres mesures visant à renforcer le principe du règlement pacifique des différends en se joignant aux auteurs de ces résolutions et en votant pour. Ainsi, dans la résolution 43/88 de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1988, les Etats Membres sont instamment priés une fois de plus de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, à l'intervention, à l'incidence, à l'agression, à l'occupation étrangère et à la domination coloniale ou à aucune mesure de coercition politique ou économique qui porterait atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à la sécurité d'autres Etats. La même résolution prie instamment les Etats de s'efforcer, en faisant un meilleur usage des moyens prévus par la Charte, de parvenir à un règlement pacifique des différends et d'éliminer les foyers de crise et de tension qui menacent la paix et la sécurité internationales.

10. La résolution 43/163 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1988, proposée par la Roumanie et parrainée par 53 Etats, souligne la nécessité de poursuivre les efforts visant à renforcer le processus de règlement pacifique des différends par le développement progressif et la codification du droit international et par l'accroissement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

11. Compte tenu de cette disposition, la Roumanie accueille avec satisfaction le consensus auquel est parvenu en 1989 le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation sur la proposition relative au recours à une commission de bons offices, de médiation ou de conciliation au sein de l'Organisation des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends internationaux. La Roumanie se réjouit également des progrès réalisés dans l'élaboration du projet de manuel sur le règlement pacifique des différends entre Etats. Le rapport du Comité spécial sur les travaux de sa session de 1989 (A/44/33), qui sera examiné à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, contient les éléments nécessaires pour assurer un débat utile sur ces questions.

12. Compte tenu de la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/163, selon laquelle le Secrétaire général devrait présenter un rapport contenant les réponses des Etats Membres, des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées sur les voies et moyens de renforcer l'efficacité de la Déclaration de Manille, la Roumanie estime que l'Assemblée et les Etats Membres pourraient envisager les mesures suivantes :

/...

- a) La réaffirmation, par les résolutions de l'Assemblée générale et autres documents internationaux, de la nécessité de déployer tous les efforts possibles afin que la Déclaration soit pleinement respectée et appliquée par tous les Etats et connue universellement;
- b) La poursuite de l'examen, au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres tribunes internationales, de la question du règlement pacifique des différends sous tous ses aspects. L'adoption de la Déclaration de Manille n'a en aucune façon épuisé ce sujet. Ce n'est qu'un début, qui vise à encourager les travaux de codification et le développement progressif de normes et de procédures pour le règlement pacifique des différends, ainsi que les efforts des Etats Membres visant à renforcer le pouvoir d'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine;
- c) L'élaboration et l'adoption d'une convention universelle sur le règlement pacifique des différends, qui devrait répondre aux exigences actuelles des relations internationales;
- d) L'inclusion du règlement pacifique des différends, en tant qu'élément prioritaire, dans le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

13. La Roumanie accueille avec satisfaction le fait que l'idée de mettre au point un instrument juridique universel relatif au règlement pacifique des différends, énoncée au paragraphe 28 de la réponse de la Roumanie du 21 juillet 1988 contenue dans le rapport du Secrétaire général (A/43/539), était reflétée dans la Déclaration de La Haye des ministres des affaires étrangères du Mouvement des pays non alignés (A/44/191), adoptée le 29 juin 1989. La décision des pays non alignés de confier au Groupe de travail du Bureau de coordination chargé de la question du règlement pacifique des différends la tâche d'examiner les instruments internationaux existants portant sur cette question en vue d'élaborer un projet de convention universelle revêt une importance extrême dans l'état actuel des affaires internationales. La Roumanie appuie cette initiative et considère que son application par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies constituera une contribution précieuse au renforcement du principe et de la pratique du règlement pacifique des différends dans la conduite de tous les Etats.

14. Louant l'initiative des pays non alignés qui ont proclamé une décennie pour le droit international (1990-1999), la Roumanie estime que l'exécution de son programme conduira au renforcement de tous les moyens de règlement pacifique des différends, à la généralisation du respect universel des principes et normes du droit international et à une meilleure compréhension du rôle du droit dans la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

15. La Roumanie réaffirme sa conviction que le respect universel du principe du règlement pacifique des différends internationaux constituerait une contribution précieuse à la défense de la paix et de la sécurité mondiales, et donnerait un nouvel élan à l'Organisation des Nations Unies afin d'accomplir sa mission suprême : sauver les générations actuelles et futures du fléau de la guerre.



TCHAD

[Original : français]  
[13 juin 1989]

1. Aux termes de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies sur le règlement pacifique des différends, les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. L'énoncé de ce principe suggère les réflexions suivantes :

a) L'engagement des Etats Membres des Nations Unies à résoudre pacifiquement, par des négociations bilatérales ou multilatérales, tout différend dont la persistance menacerait la paix et la sécurité internationales;

b) L'obligation pour les Etats de recourir en priorité à l'une ou l'autre des procédures énumérées ci-dessus;

c) Le règlement pacifique des différends doit permettre à la paix et à la sécurité internationales de s'imposer comme un facteur de détente dans les relations internationales, de stabilité et de progrès dans les pays Membres des Nations Unies.

3. Cependant, malgré l'affirmation solennelle de ce principe, les relations internationales restent perturbées par des conflits de tous genres survenus entre les Etats, entraînant de lourdes pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables.

4. Toutefois, pour sa part, le Tchad fait du règlement pacifique des différends internationaux l'un des axes essentiels de sa politique extérieure. Aussi, son engagement en faveur de ce principe s'est-il traduit par le rétablissement en octobre 1988 de ses relations diplomatiques avec la Libye, qui occupe toujours une partie de son territoire.

5. Ce faisant, la réflexion sur la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux et sur les voies et moyens de renforcer l'efficacité de cet instrument s'ordonne autour des idées suivantes :

a) S'inscrivant dans la poursuite des efforts visant à renforcer le processus de règlement pacifique des différends, la Déclaration de Manille pourra devenir un cadre juridique où sera définie une nouvelle approche des relations internationales basée sur les principes du droit international et sur des facteurs tels que le respect de la parole donnée ou la pratique d'une solidarité efficiente;

b) Ayant pour but de préciser le contenu de la Charte des Nations Unies pour accroître le rôle de garant de la paix et de la sécurité internationales de l'Organisation mondiale, la Déclaration de Manille, en forgeant peu à peu ses

/...

mécanismes et sa procédure, ses traditions et son droit applicable, pourra devenir un instrument efficace de règlement pacifique des différends internationaux;

c) L'adoption par l'Assemblée générale de cette Déclaration contribuera sans nul doute à réduire les tensions internationales et à instaurer un climat de paix et de confiance dans le monde. Mais les relations internationales seraient encore meilleures si certaines pratiques étaient instituées et systématiquement acceptées par les Etats, notamment l'obligation pour les Etats d'insérer dans tous les traités d'amitié et de coopération qu'ils ont signés entre eux une disposition spéciale invitant les parties à un différend à rechercher des solutions par des voies pacifiques. Il s'agit, en appliquant cette pratique, de trouver des formules acceptables par toutes les parties.

### III. REPONSES RECUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES

#### A. Institutions spécialisées du système des Nations Unies et Agence internationale de l'énergie atomique

##### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

[Original : anglais]  
[17 mars 1989]

1. Il est fait référence à deux séries de dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail régissant le règlement des différends relatifs, premièrement, au respect des obligations souscrites en vertu de conventions ratifiées et, deuxièmement, à l'interprétation des conventions ou de la Constitution proprement dite, ainsi qu'à la procédure extra-constitutionnelle de règlement des différends concernant les droits syndicaux.
2. La première série de dispositions comprend les articles 26 à 34, qui concernent les situations où un Etat membre estime qu'un autre membre n'assure pas le respect effectif d'une convention collective internationale ratifiée par les deux Etats. La seconde série concerne quant à elle les différends relatifs à l'interprétation de la Constitution ou de toute convention conclue postérieurement en vertu de celle-ci.
3. La Constitution ne prévoit pas expressément d'autres procédures susceptibles de présenter un intérêt. A la suite de décisions prises par le Conseil d'administration de l'OIT et par le Conseil économique et social, deux autres organes de l'OIT sont compétents pour connaître des plaintes, notamment celles émanant du gouvernement d'un Etat et alléguant des infractions aux droits syndicaux par un Etat membre, même lorsque l'Etat membre en cause n'est pas partie à la convention collective internationale pertinente. Il s'agit du Comité de la liberté syndicale et de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale. Bien entendu, ces deux organes rendent compte au Conseil d'administration en lui faisant les recommandations appropriées.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE  
ET LA CULTURE

[Original : français]  
[2 mai 1989]

1. La contribution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) à la résolution considérée s'inscrit dans le cadre du grand programme XIII (paix, compréhension internationale, droits de l'homme et droit des peuples) et plus particulièrement au titre du sous-programme XIII.1.1 (réflexion sur les facteurs contribuant à la paix).

2. Les activités entreprises depuis 1987 ont visé à développer le rôle de l'Unesco en ce qui concerne l'enseignement et la recherche en matière de droit international, y compris le droit humanitaire. Pour l'essentiel, elles ont pris la forme :

a) D'une consultation informelle sur l'enseignement et la recherche en droit international public (Unesco, 2-4 février 1987);

b) D'un séminaire international sur les facteurs éducatifs, scientifiques et culturels favorables à la paix, y compris la coopération régionale;

c) D'un cours de formation régional post-universitaire sur le droit international;

d) De publications de l'Unesco relatives au droit international et à la paix.

A. Consultation informelle sur l'enseignement et la recherche  
en droit international public

3. L'Unesco a organisé à son siège du 2 au 4 février 1987 une consultation informelle sur l'enseignement et la recherche en droit international public qui faisait suite aux activités de l'Organisation depuis le milieu des années 60. Les débats de cette consultation s'articulèrent, pour l'essentiel, autour des points suivants.

a) Enseignement

4. La plupart des participants ont relevé qu'il y avait une certaine régression de l'enseignement du droit international public. Cette régression se manifeste de deux façons. D'une part on observe dans de nombreux Etats une fragmentation des programmes d'enseignement du droit international, qui se traduit sur le plan pédagogique par une multiplication des cours spécialisés, limités à un domaine plus ou moins précis du droit international. Cette orientation est due à la fois à un accroissement de la technicité du droit international, à son extension à des domaines de plus en plus nombreux, naguère abandonnés aux droits nationaux et, sans doute, à une attente des étudiants préoccupés d'acquérir des connaissances immédiatement rentables.

/...

5. Même si l'approfondissement du droit international exige une inévitable spécialisation, comme dans d'autres disciplines juridiques, il est néanmoins indispensable de ne pas perdre de vue que les différentes parties du droit international forment un tout indissociable dont il convient de saisir les principes dominants et la rationalité. Une spécialisation excessive risque de reléguer au second plan les principes fondamentaux qui donnent au droit international, à chaque période de son évolution, sa tonalité générale. Par voie de conséquence, elle risque aussi d'occulter la signification profonde du droit international en tant qu'expression d'une certaine culture, fondée sur des valeurs qui ont acquis, au fil du temps, une portée universelle et qui sont essentielles au maintien de la paix dans le monde et au rapprochement des peuples.

6. D'autre part, la régression de l'enseignement du droit international se manifeste également dans la nature facultative de l'enseignement du droit international. En effet, cette discipline n'est pas toujours et partout obligatoire, même pour les juristes et, a fortiori, pour les économistes ou les politologues, sans parler des autres étudiants en sciences sociales ou humaines. De façon générale, même lorsque cet enseignement est obligatoire, le nombre d'heures qui lui sont consacrées est souvent notoirement insuffisant.

7. Cet échange de vues a conduit les participants à souhaiter que l'Unesco s'efforce d'obtenir des Etats que tous les étudiants des facultés de droit, d'économie et de sciences politiques reçoivent à titre obligatoire un enseignement comportant un minimum de connaissances générales afin que les valeurs incluses dans les principes fondamentaux du droit international deviennent un élément important de la culture.

b) Recherche

8. Plusieurs participants ont mis l'accent sur la nécessité de mettre en oeuvre une approche critique du droit international dit classique, formée à une époque où la société internationale était beaucoup moins hétérogène qu'elle ne l'est actuellement, compte tenu de la diversification des formations sociales et de l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale. Une telle approche permettrait de tenir compte des aspirations des Etats du tiers monde tenus pendant longtemps à l'écart de l'élaboration du droit international. La multiplicité des approches a été préconisée par les participants.

9. En particulier, il apparaît que, pour l'essentiel, le droit coutumier n'est en définitive que le droit formé à partir de la pratique des Etats occidentaux. Or, aujourd'hui, se développe dans les Etats du tiers monde une pratique qu'il serait nécessaire de mettre en évidence en élaborant, avec l'aide de l'Unesco, des répertoires de la pratique en vigueur dans ces Etats comme dans les organisations régionales et sous-régionales qu'ils ont créées.

10. On a fait remarquer, du point de vue de la documentation - sans laquelle il n'y a pas de recherche possible - qu'il serait opportun de distinguer la politique à long, moyen et court terme. S'il est souhaitable de disposer de répertoires de la pratique, un tel objectif n'est réalisable que dans le long terme en raison de l'importance des moyens à mettre en oeuvre et de la difficulté de rassembler les matériaux disponibles.

11. En revanche, dans le court terme, il est sans doute plus aisé d'orienter les recherches vers la connaissance de la pratique des Etats en matière de relations internationales grâce à la publication d'annuaires de droit international public, comme il en existe dans certains Etats ou, du moins, d'annuaires régionaux. De telles initiatives devraient être encouragées par l'Unesco.

12. Il est également indispensable de résoudre, assez rapidement, un certain nombre de problèmes pratiques afin de faciliter la connaissance du droit international, notamment dans les Etats du tiers monde, qui ne disposent pas comme les Etats développés de moyens nécessaires à la recherche : ouvrages fondamentaux, actuels ou plus anciens, bibliographies générales ou spécialisées, banque de données, liste des organismes susceptibles de fournir sur tel ou tel problème une documentation facilement accessible, etc. Sur ce point, l'Unesco pourrait apporter une contribution décisive en facilitant, en coopération avec d'autres institutions, la solution des problèmes de documentation. La préparation par l'Unesco d'un manuel de droit international public va dans ce sens.

Séminaire international sur les facteurs éducatifs, scientifiques et culturels favorables à la paix, y compris la coopération régionale

13. L'Unesco a organisé du 12 au 15 octobre 1987 un séminaire international à Rio de Janeiro (Brésil) en coopération avec l'Association internationale de recherches sur la paix et la Société brésilienne d'instruction. Trente spécialistes, venant de 12 pays de différentes régions du monde, ont participé au séminaire.

14. Le séminaire a examiné en particulier une étude préparée sur les causes et les conséquences des violations des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, de l'emploi ou de la menace de l'emploi de la force, de l'intervention étrangère, de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats et de l'agression armée.

Cours de formation postuniversitaire en Afrique sur le droit international

15. L'Unesco a organisé du 7 au 13 janvier 1988 un cours de formation régional postuniversitaire sur le droit international, en coopération avec l'Université du Burundi, qui s'est déroulé à Bujumbura. Une équipe internationale de professeurs de droit international a animé le cours de formation en question, qui comptait une soixantaine de participants, dont des enseignants, des fonctionnaires nationaux, des conseillers auprès de ministères et des juges.

16. Les participants ont été répartis en groupes de travail pour préparer un arbitrage fictif qui portait sur un différend entre trois Etats relatifs au droit de transit. Afin de permettre aux participants de mesurer la ramification que peut avoir un différend de cette nature et les autres problèmes qu'il peut poser, des questions annexes sur les Etats enclavés, sur la succession d'Etats aux traités et sur les responsabilités d'Etats ont également été traitées.

Les publications en matière de droit international et de paix

17. L'Unesco a publié, depuis 1986, plusieurs ouvrages :

- Edward McWhinney. Les Nations Unies et la formation du droit. Relativisme culturel et idéologique et formation du droit international pour une époque de transition. Paris, Pedone/Unesco, 1986. 297 pages. Cet ouvrage est la traduction de United Nations Law Making. Cultural and ideological relativism and international law making for an era of transition. New York/Londres/Paris. Holmes & Meier/Unesco, paru en 1984 (274 pages).
- The International Bill of Human Rights. Utrecht, the Netherlands Institute of Human Rights (SIM) (en anglais en 1986 et en français en 1988).
- International Law. News and information from Asia and the Pacific. Bulletin de liaison paraissant deux fois par an depuis décembre 1986. Bangkok, Unesco Regional Unit for Social and Human Sciences, Principal Regional Office for Asia and the Pacific.
- Etat des ratifications des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme au 1er janvier 1987/Chart of Ratification of Major International Human Rights Instruments as of 1 January 1988 bilingue, anglais/français, Paris, Unesco.
- René-Jean Dupuy. La communauté internationale entre le mythe et l'histoire. Paris. Economica/Unesco (collection "Nouveaux défis en droit international"), 1987. 182 pages.
- Nigel Rodley. The Treatment of Prisoners under International Law. Paris/Londres. Unesco/Clarendon Press, (New Challenges to International Law, No 4), 1987 (paraîtra en espagnol en 1989).
- Répertoire mondial des institutions de recherche et de formation sur la paix. Paris/Londres. Unesco/Berg, 1988. 271 pages, Edition trilingue anglais/français/espagnol.
- América Latina : Enseñanza del Derecho Internacional Público (Amérique latine : Enseignement du droit international public). Caracas, UNESCO (collection "Etudes et documents URSHSLAC"), 1987. 131 pages (en espagnol).
- En 1989, l'Unesco fera paraître en édition trilingue (anglais/français/espagnol) un répertoire mondial des institutions d'enseignement et de recherche du droit international.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

[Original : anglais]  
[16 juin 1989]

1. La Constitution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit un mécanisme de règlement des différends internationaux par la voie des procédures contentieuse et consultative de la Cour internationale de Justice. La réglementation sanitaire internationale prévoit une disposition similaire.
2. Si l'OMS a bénéficié d'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice, ses Etats membres n'ont pas recouru à la procédure de règlement des différends, sans doute parce que les questions relevant de la compétence de l'OMS ne sont pas de nature à donner lieu à de sérieux différends au niveau international.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

[Original : anglais/français]  
[28 juin 1989]

L'Union postale universelle (UPU) a prévu trois moyens pour régler les différends entre deux ou plusieurs administrations postales relatifs à l'interprétation des actes de l'Union et à la responsabilité qui découle pour elles de l'application de ces actes, à savoir :

- a) La demande d'un commun accord de l'avis du Bureau international selon l'article 113, paragraphe 2 du Règlement général, mais cet avis ne lie pas les parties;
- b) Le compromis spécial selon l'article 127, paragraphe 3, du Règlement général;
- c) Le recours à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 32 de la Constitution; cette procédure est obligatoire dès lors que l'une des parties entend y avoir recours.

"ARTICLE 126

Procédure d'arbitrage

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des administrations postales en cause choisit une administration postale d'un pays membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'administration défaillante ou en désigne un lui-même d'office.

/...

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette administration est désignée par le Bureau international parmi les administrations non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des administrations qui participent à cet arrangement."

#### ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

[Original : anglais]

[17 avril 1989]

1. Trois des traités internationaux administrés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) prévoient un mécanisme pour le règlement des différends juridiques entre Etats parties : la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm (1967), art. 28), la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Acte de Stockholm (1967) et Acte de Paris (1971), art. 33) et la Convention internationale (de Rome) sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (art. 30). Ces articles sont libellés dans des termes à peu près identiques. Ils disposent qu'un Etat partie au traité peut soumettre à la Cour internationale de Justice tout différend qui l'oppose à un autre Etat partie en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du traité si le différend n'est pas réglé par voie de négociation ou si les parties ne sont pas convenues d'un autre moyen de règlement. En ce qui concerne les deux premiers traités susmentionnés, le mécanisme est facultatif, tout Etat, au moment de devenir partie au traité, ayant la possibilité de déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'article en question.

2. Au 1er janvier 1989, sur les 99 Etats parties à la Convention de Paris, 74 étaient liés par les dispositions établissant la compétence de la Cour internationale de Justice. Sur les 25 autres Etats, 20 ont choisi de ne pas se lier par lesdites dispositions, les cinq autres demeurant liés uniquement par la Convention telle qu'adoptée avant 1967, date à laquelle les nouvelles dispositions ont été introduites.

3. En ce qui concerne la Convention de Berne, la situation est la suivante : sur les 82 Etats parties à la Convention de Berne, 61 sont liés par les dispositions établissant la compétence de la Cour internationale de Justice. Sur les 21 autres Etats, 14 ont choisi de ne pas se lier par lesdites dispositions, les autres demeurant liés uniquement par la Convention telle qu'adoptée avant 1967, date à laquelle les nouvelles dispositions ont été introduites.

/...



4. Quant aux 32 Etats parties à la Convention de Rome, ils sont liés par les dispositions de cette convention établissant la compétence de la Cour internationale de Justice.

5. Un projet de traité élaboré par le Bureau international de l'OMPI avec l'aide du Comité d'experts sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés sera examiné lors de la conférence diplomatique en vue de la conclusion d'un traité sur la protection de la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés devant se tenir en mai 1989 à Washington. Le projet de traité prévoit un mécanisme de consultations en vue du règlement des différends qui peuvent s'élever lorsqu'un Etat contractant estime qu'un autre Etat contractant n'a pas rempli ses obligations ou a outrepassé les droits qui lui sont reconnus en vertu du traité.

6. En vertu de l'article 12 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'OMPI, l'Assemblée générale a autorisé cette dernière à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur des questions juridiques relevant de sa compétence, à l'exception des questions concernant les relations entre l'Organisation et l'ONU ou les autres institutions spécialisées.

7. L'article 27 de l'accord conclu entre le Conseil fédéral suisse et l'OMPI ("Accord de siège"), qui détermine le statut juridique de l'Organisation en Suisse, prévoit que l'une ou l'autre des parties peut soumettre à un tribunal arbitral composé de trois membres tout différend portant sur l'application ou l'interprétation de l'Accord de siège que les parties n'ont pu résoudre par voie de consultations directes. Chaque partie désigne un membre du tribunal arbitral et les membres ainsi désignés choisissent leur président; en cas de désaccord entre les membres désignés quant au choix du président, celui-ci est désigné par le Président de la Cour internationale de Justice sur la demande des membres du tribunal arbitral.

#### AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

[Original : anglais]  
[16 juin 1989]

La politique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de règlement pacifique des différends est fondée sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et explicités dans la Déclaration de Manille. Tous les accords auxquels l'AIEA est partie prévoient des négociations directes en tant que principal mode de règlement des différends ainsi que la possibilité de recourir à l'arbitrage et au règlement judiciaire.

#### ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

[Original : anglais]  
[13 juin 1989]

La réponse de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) contient la liste chronologique des plaintes déposées en vertu de l'article XXIII de l'Accord général à la date de juin 1987, qui a été établie par le secrétariat du

/...

GATT à l'intention du Groupe de négociation sur le règlement des différends, de l'Uruguay Round, ainsi que le texte de la décision, adoptée le 12 avril 1989 par les parties contractantes, sur l'amélioration des règles et procédures de règlement des différends du GATT. On peut se procurer les deux documents à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

B. Autres organisations intergouvernementales internationales

CONSEIL DE L'EUROPE

[Original : anglais]  
[5 juin 1989]

1. Les dispositions relatives aux procédures de règlement pacifique des différends entre les Etats membres du Conseil de l'Europe figurent dans la Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (voir sect. I ci-dessous). En outre, le Conseil de l'Europe dispose d'une série d'autres conventions et accords régissant les négociations, la conciliation, l'arbitrage et la procédure judiciaire permettant d'obtenir un règlement pacifique des différends (voir sect. II ci-dessous).

2. Bien que le statut du Conseil de l'Europe ne contienne aucune disposition ayant directement trait à cette question, le Comité des ministres et l'Assemblée consultative, dont le statut porte création, peuvent rechercher le règlement pacifique d'un différend. Par exemple, l'Assemblée consultative peut procéder à une enquête et essayer de concilier les parties en présence. Le Comité des ministres peut jouer le rôle de médiateur, formuler des recommandations aux gouvernements et inviter ceux-ci à l'informer de la suite donnée à ses recommandations. Les organes créés par le Comité des ministres, tels que le Comité européen pour les problèmes criminels et le Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (voir par. 14 ci-dessous) ont été chargés de faciliter le règlement amiable de toute difficulté pouvant résulter de l'application de certaines conventions\*.

---

\* Art. 9 de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (STE 90 - 1977);

Art. 10 du deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition (STE 98 - 1978);

Art. 10 du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (STE 99 - 1978);

Art. 17 de la Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers (STE 101 - 1978);

Art. 23 de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (STE 112-1983) et art. 31 de la Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels (STE 119 - 1985).

/...

I. CONVENTION EUROPENNE POUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS  
(Séries des Traités européens STE 23-1957)

3. Aux termes de cette convention, les Parties contractantes soumettent pour jugement à la Cour internationale de Justice tous les différends juridiques relevant du droit international qui s'élèveraient entre elles et notamment ceux ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un traité;
- b) Tout point de droit international;
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'une obligation internationale;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour rupture d'une obligation internationale.

4. Pour les autres différends, ou lorsque les parties à un différend sont convenues d'avoir recours à une procédure de conciliation avant de recourir à une procédure judiciaire, il est stipulé au chapitre II que les Parties contractantes soumettront à une procédure de conciliation tous les différends qui s'élèveraient entre elles. La Convention prévoit la constitution par les parties concernées d'une Commission permanente de conciliation ou d'une Commission spéciale de conciliation. Elle régit de façon détaillée les travaux de la Commission spéciale de conciliation.

5. L'arbitrage est prévu pour les différends autres que les différends visés à l'article premier et qui n'auront pu être conciliés, soit que les Parties aient convenu de ne pas avoir au préalable recours à la conciliation, soit que cette procédure n'ait pas abouti (chap. III).

6. Les dispositions de la Convention ne s'appliquent pas aux différends que les Parties conviennent de soumettre à une autre procédure de règlement pacifique. En ce qui concerne les différends visés au chapitre premier, les Parties contractantes renoncent à se prévaloir d'accords existant entre elles et ne prévoyant pas de procédure aboutissant à une décision obligatoire.

7. La Convention n'affecte en rien l'application des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

8. Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour internationale de Justice ou d'une sentence rendue par le tribunal arbitral, l'autre partie peut recourir au Comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui peut faire des recommandations en vue d'assurer l'exécution de l'arrêt ou de la sentence.

## II. AUTRES CONVENTIONS ET ACCORDS DU CONSEIL DE L'EUROPE AYANT TRAIT AU REGLEMENT DES DIFFERENDS

9. Plusieurs conventions et accords du Conseil de l'Europe prévoient pour le règlement des différends, outre les négociations et la procédure de conciliation, les moyens suivants :

### a) Arbitrage

10. L'article 47 de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (STE 65 - 1968) stipule que si un différend né dans le cadre de la Convention ne peut être réglé par les autorités compétentes, il sera soumis à un arbitrage.

11. En vertu de l'article 71 de la Convention européenne de sécurité sociale, si un différend ne peut être réglé par voie de négociation ou par un avis émis par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, il peut être soumis à une procédure arbitrale.

12. Une procédure arbitrale est également prévue par l'Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité nationale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants (STE 12 - 1953) et par l'Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale, à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants (STE 13 - 1953). En vertu de leurs articles 11 respectifs, si un différend ne peut être réglé par voie de négociation, il est soumis à arbitrage. Des dispositions similaires sont prévues à l'article 20 de la Convention européenne d'assistance sociale et médicale (STE 14 - 1953).

13. Aux termes de l'article 10 de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (STE 90 - 1977), si les parties au différend ne peuvent aboutir à un règlement amiable, le différend est soumis à l'arbitrage à la requête de l'une d'elles.

14. L'article 18 de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (STE 104 - 1979) traite du règlement des différends et stipule que le Comité permanent constitué en vertu de ladite Convention facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu. Si le différend n'est pas réglé, il est soumis à l'arbitrage à la requête de l'une des parties au différend, sauf si elles en conviennent autrement.

15. L'Accord européen sur le transfert de la responsabilité à l'égard des réfugiés (STE 107 - 1980) contient également un article traitant de l'arbitrage. En vertu de l'article 15, si un différend n'est pas réglé par voie de négociation ou par d'autres moyens, il sera, à la requête de l'une des parties au différend, soumis à l'arbitrage.

16. Aux termes de la Convention européenne sur les fonctions consulaires (STE 61 - 1961), les parties à tout litige devront en rechercher la solution, avant tout par voie de négociation, de conciliation, d'arbitrage, ou par tout autre mode de règlement pacifique accepté d'un commun accord par elles (art. 56, voir également le paragraphe 19 ci-dessous).

/...

17. En vertu de l'article 26 de la Convention européenne relative à la télévision transfrontière, si un différend ne peut être réglé dans le cadre des dispositions de l'article 25 de ladite Convention, les parties intéressées peuvent le soumettre à l'arbitrage, dont la procédure est prévue dans un appendice à la Convention.

b) Procédure judiciaire

Cour internationale de Justice

18. Le paragraphe 1 de l'article 31 de la Convention européenne d'établissement (STE 19 - 1955) stipule que tout différend relatif à l'application de la Convention est soumis à la Cour internationale de Justice par voie de compromis ou de requête d'une des parties au différend, à moins que celles-ci ne conviennent d'un autre mode de règlement pacifique. Le paragraphe 2 de l'article 31 prévoit qu'après l'entrée en vigueur de la Convention européenne sur le règlement pacifique des différends, les parties à ladite Convention en appliqueront les dispositions qui les lient à tous les différends qui pourraient s'élever entre elles relativement à la Convention d'établissement. Des dispositions similaires sont prévues dans l'article 19 de la Convention européenne d'établissement des sociétés (STE 57 - 1966).

19. L'article 56 de la Convention européenne sur les fonctions consulaires (STE 61 - 1967) prévoit l'établissement de procédures de règlement pacifique des différends acceptées d'un commun accord par les parties au différend. Si celles-ci ne réussissent pas à régler le différend, il est soumis à la Cour internationale de Justice à la requête de l'une d'elles.

20. En vertu de la Convention européenne sur l'immunité des Etats (STE 74 - 1972), les différends peuvent être soumis à la Cour internationale de Justice à la requête de l'une des parties au différend ou par voie de compromis, à moins que les parties ne conviennent d'un autre mode de règlement pacifique du différend (art. 34; voir également le paragraphe 21 ci-dessous).

Le Tribunal européen

21. Le Protocole additionnel à la Convention européenne sur l'immunité des Etats (STE 74 - 1972) contient des dispositions complémentaires relatives à une procédure européenne de règlement des différends pouvant remplacer le recours à la Cour internationale de Justice. Ce protocole porte création du Tribunal européen qui est habilité à statuer sur l'interprétation et l'application de la Convention.

La Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme

22. Toute partie à la Convention européenne des droits de l'homme (STE 5 - 1950) peut saisir la Commission européenne des droits de l'homme de tout manquement aux dispositions de cette convention qu'elle croit pouvoir être imputée à une autre partie contractante (art. 24). Cette procédure est appelée "requête inter-Etats". La Commission instruit l'affaire et, si la conciliation n'aboutit pas, l'un des Etats parties au différend peut demander à la Cour européenne des droits de l'homme

/...

de statuer, pourvu que la compétence de la Cour ait été reconnue. Le différend peut également être porté devant la Cour par la Commission ou par un autre Etat partie à la Convention dont des ressortissants sont présumés être victimes.

23. Les Etats s'engagent à se conformer aux décisions de la Cour dans les litiges auxquels ils sont parties (art. 53) et le Comité des ministres surveille l'application de la décision (art. 54).

24. Si l'affaire n'est pas déférée à la Cour, le Comité des ministres statue sur la question de savoir s'il y a eu ou non une violation de la Convention et s'assure, si besoin est, que des dispositions satisfaisantes sont prises en vue de l'application de sa décision (art. 32).

25. L'article 62 stipule que les parties à un différend, sauf dans le cas d'un compromis, renoncent à se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre elles en vue de soumettre, par voie de requête, un différend résultant de l'interprétation ou de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme à un mode de règlement autre que ceux prévus par ladite Convention.

ANNEXE

Communication de l'Association du droit international

[Original : anglais]  
[20 mars 1989]

Lors des conférences de l'Association du droit international tenues à Séoul (1986) et à Varsovie (1988), des ateliers ont été organisés concernant divers aspects du règlement pacifique des différends entre Etats.

-----